Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/la-crise-du-logement-due-aux

la crise du logement due aux demandeurs d'asile ?

- Vie politique -

Date de mise en ligne : vendredi 22 mai 2015

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le premier conseil métropolitain auquel les élus Vénissians ont pu participer a été long... 8 heures et 80 délibérations que 166 élus, de 14 groupes politiques, sont censés discuter... 20 secondes par groupe et par délibération ! Une des conséquences de la fusion département-communauté urbaine, un seul conseil doit traiter ce que discutaient deux conseils avant...

C'est peut-être la raison pour laquelle Gérard Collomb a cafouillé dans le déroulement de ce conseil, jusqu'à cette perle digne de Sarkozy, répondant sur la demande de logement social : "le nombre de demandes de logement en attente est due à l'explosion des demandeurs d'asile"

Car les élus communistes comme les élus EELV et d'autres à gauche, ont dénoncé la baisse du financement de l'état qui nous met dans l'incapacité de répondre aux 47 000 demandes en attente dans l'agglomération.

Gérard Collomb n'a pas répondu pour montrer, ce qui est pourtant vrai, que la métropole fait sur ce sujet mieux que l'état, mais pour dénoncer ces demandes de logement en attente qui seraient dues selon lui, à l'explosion des demandeurs d'asile. Et de donner les chiffres comme l'aurait fait Sarkozy ou Le Pen pour désigner un bouc émissaire et détourner la colère des gens concernés. Il y avait 1000 demandeurs en 2009, il y en a plus de 3000 en 2014...

Dont acte. Oui, les demandes d'asile augmentent, parce que la France a fait exploser la Lybie, que nos armes, et parfois nos soldats, sont impliqués dans tout le moyen-orient et l'Afrique dans des guerres qui provoquent des vagues de migration et des centaines de milliers de réfugiés ! La plupart ne cherche pas d'ailleurs à venir en France ! Ils restent proche de chez eux et ils savent que la France les accueille au compte-goutte, moins que l'Allemagne !

Mais que représentent ces 3000 demandeurs d'asile sur les 47000 demandes de logement en attente, eux qui n'y ont pas droit ! Et même ceux qui sont finalement régularisés ne sont pas tous demandeurs ! Faire croire aux 47000 demandeurs qu'ils n'ont pas de logement à cause des réfugiés est indigne d'un homme politique qui se présente "de gauche", en tout cas "républicain".

Mais Gérard Collomb cherche d'abord à séduire la droite ! La ville de Vénissieux lui avait demandé un représentant au conseil du nouvel office de logement qui remplace l'ancien OPAC du Rhône. La métropole devait en désigner 6. Il était normal que la troisième ville, avec 3200 logements de cet office, soit représentée ! Gérard Collomb a répondu que c'était impossible car les élus de Vénissieux n'étaient pas dans l'exécutif, tout en désignant Michel Denis, ancien maire de St-Fons élu en 2001 avec le soutien du Fn, mais passé depuis chez les centristes de Synergie, Stéphane Guilland (UMP Lyon) et Yann Campan (UMP Bron), élus d'opposition dans leurs communes ! 3 élus de droite sur 6 ! Nous avons quand même obtenu que Saliha Prudhomme-Latour, adjointe aux affaires sociales soit désignée comme "personnalité qualifée".

Oui, mais quelle mouche de droite a piqué Gérard Collomb ?

Post-scriptum :

La métropole se met en place dans la douleur, de l'intervention policière contre les agents en manifestation dans les locaux du Grand Lyon, aux ratés du vote sur le règlement intérieur, en passant par les nombreuses conventions pour faire travailler les communes sur des compétences métropolitaines, ou la démission d'un vice-président trop à gauche.

Le report du pacte de cohérence métropolitain prévu par la loi pour régler les relations entre communes et métropole est illustratif. Car les discussions sont difficiles avec les maires centristes des communes de l'Ouest qui espéraient continuer à jouer un rôle clé dans la majorité de Collomb.

Copyright © Le Vénissian

Les périmètres des circonscriptions électorales de la métropole leur rappellent que le but est bien, comme le dit le maire UMP de Meyzieu, que les maires ne soient plus tout à fait des maires...

Ce pacte de cohérence devait être voté avant le 30 Juin selon la loi, mais le président Collomb a du proposer de déroger à la loi ! Il devra entendre ce que disent de nombreuses communes !

Les élus communistes présenteront leur proposition pour ce pacte de cohérence jeudi 4 Juin à la métropole, autour d'une idée simple ; construire une métropole pour les communes et leurs citoyens !

Copyright © Le Vénissian